

## Sondage

### La situation du français se détériore

QUEBEC (PC) — En dépit de la loi 101, les Québécois se font de plus en plus aborder en anglais dans les magasins et les commerces. Un Québécois sur quatre (23 %) affirme être abordé « très souvent » ou « souvent » en anglais dans les commerces et presque la moitié des citoyens sont en faveur des poursuites contre les commerces qui ne respectent pas l'affichage unilingue français.

C'est ce que révèle le sondage que vient de rendre public la firme Léger et Léger de Montréal.

Il a été réalisé par téléphone à travers le Québec auprès de 634 personnes du 29 septembre au 2 octobre derniers.

Un sondage comportant des questions identiques et mené en

Voir page 8 : Français

## Appel À tous les jeunes

# Les jeunes du PQ se mobilisent pour que la loi 101 soit respectée

CLÉMENT TRUDEL

Le comité national des jeunes du Parti québécois lance un appel à tous les jeunes Québécois pour qu'ils se mobilisent contre ce qu'ils qualifient « l'entreprise de démolition de la loi 101 ».

Le comité, qui a siégé à Québec en fin de semaine, s'inquiète notamment du fait que les organisations de jeunes et d'étudiants sont « plutôt muettes » à ce jour sur la question linguistique.

Isabelle Courville, porte-parole du comité, a déclaré au DEVOIR ne pas vouloir « partisaner » le débat (vendredi, le chef du PQ a donné le coup d'envoi de l'opération « balcon » pour préserver les acquis de la Charte de la langue française).

Le communiqué émis par ces jeu-

nes péquistes contient tout de même un « sévère avertissement » au premier ministre Bourassa qui, dans sa « machine à remonter le temps », risquerait de raviver les « malheureux épisodes » qui ont accompagné les lois 63 en 1969 et 22, en 1974.

Isabelle Courville souligne que la trentaine de membres du comité, dont un tiers environ sont des étudiants, s'inquiètent unanimement du recul déjà constaté quant au « visage français » de Montréal (voir la manchette dans notre édition de samedi).

Les 35-50 ans ont porté le plus gros des luttes dont bénéficient présentement les plus jeunes « qui ont peut-être tendance à s'asseoir sur des acquis ». Mlle Courville exprime des louanges à l'endroit des jeunes libéraux de l'université Laval, qui sont intervenus récemment dans le débat sur l'avenir du français au Québec et

invite la commission jeunesse du PLQ à prendre position sur le sujet.

Pour la première fois, note Mlle Courville, les jeunes péquistes interviennent sur la question linguistique. Sous un gouvernement péquiste « nous avons confiance aux politiques mises en place » tandis qu'aujourd'hui il importe de stopper ce que les jeunes péquistes disent être un courant de « bilinguisation » amorcé par le régime Bourassa.

Le volet « langue » n'apparaissait pas dans la convocation reçue par les jeunes de ce comité du PQ chargé de préparer un colloque d'orientation qui se tiendra à Compton en janvier. L'ordre du jour a été amendé samedi sur l'insistance de quelques délégués qui souhaitent provoquer la mobilisation de tous les jeunes, sans égard à leurs préférences politiques, pour « continuer à vi-

vre en français à Montréal comme partout au Québec ». Ceux qui, dans le comité, n'habitent pas la région de Montréal, ont dit s'inquiéter par exemple de voir remises en cause les règles sur l'affichage, et ne pas comprendre que de grands commerces choisissent de s'adresser à l'ensemble de leurs clients dans des « formulaires bilingues », les francophones dépassant 80% de leur clientèle.

Sur ce même dossier de la langue qui reprend une large place dans l'actualité, l'on note une intervention du poète-chansonnier Félix Leclerc. Ce dernier, dans un message lu samedi soir au « banquet des patriotes » - qui honorait cette année M. Gaston Cholette, ex-président de la Commission de protection de la langue française - se demandait si tout serait à recommencer « à cause de

Voir page 8 : Jeunes

## AU SOMMAIRE

### IRAN:SHULTZ EST CONTRE

Le secrétaire d'État américain George Shultz, estime que son pays ne devrait pas procéder à de nouvelles livraisons d'armes à l'Iran. Page 2

### LES JEUNES ONT BOUDÉ BOURASSA

Seuls 20 des 500 organismes de jeunesse ont déposé un mémoire sur le projet de création du Conseil québécois permanent de la jeunesse, idée chère au premier ministre Bourassa. Page 3

### LIBERTÉ ANTI-CLÉRICALE

Le ministre de la Justice du Québec, Herbert Marx, retire un projet d'article de loi qui aurait interdit les attaques contre les croyances religieuses. Page 3

## ECONOMIE

### PERRY DÉBARQUE À WASHINGTON

Sur le libre-échange et la culture, « plus c'est ouvert, plus c'est avantageux », dit commenter M. André Perry, fondateur du Studio André Perry. La PME de M. Perry ouvre en juin prochain un studio à Washington. Un Portrait. Page 11

### FIDUCIE DU QC S'EMBARQUE...

... dans une opération de financement public visant à recueillir \$ 20 millions. Des actions subalternes seront inscrites à la Bourse de Montréal au début de l'année prochaine. Page 9

### LES PÉTROLIÈRES SURNAGENT

Les cours des titres des sociétés pétrolières se maintiennent admirablement dans le contexte pétrolier trouble des dernières semaines. Page 9

## CULTURE

### FROT-COUTAZ

Gérard Frot-Coutaz : le nom ne vous dit rien ? Le titre de son film, *Beau Temps mais orageux en fin de journée*, vous en dit peut-être plus. Nathalie Pétrowski s'entretient avec ce « cinéaste du comment » qui a horreur du réalisme cinématographique. Page 14

### JAZZ

Trois grandes soirées de musique de jazz, le week-end prochain, à Montréal. En fait, trois spectacles organisés par le Festival international de jazz, comme un mini-festival d'hiver, une édition réduite du grand festival de juillet. Page 14

### Le silencieux

**À** BONNE question, réponse tortueuse.

Il n'y a pas deux avis identiques sur ce qu'est « un bel hiver ». Le mien, c'est « pas d'hiver du tout ».

Aujourd'hui, quand on lit les mots d'esprit (?) faits aux dépens des femmes, on découvre que la plupart sont des vacheres sans sel.

Les p'tits mots d'amour sont perçus par les oreillettes du coeur.

— ALBERT BRIE

## Symphonie en dons majeurs

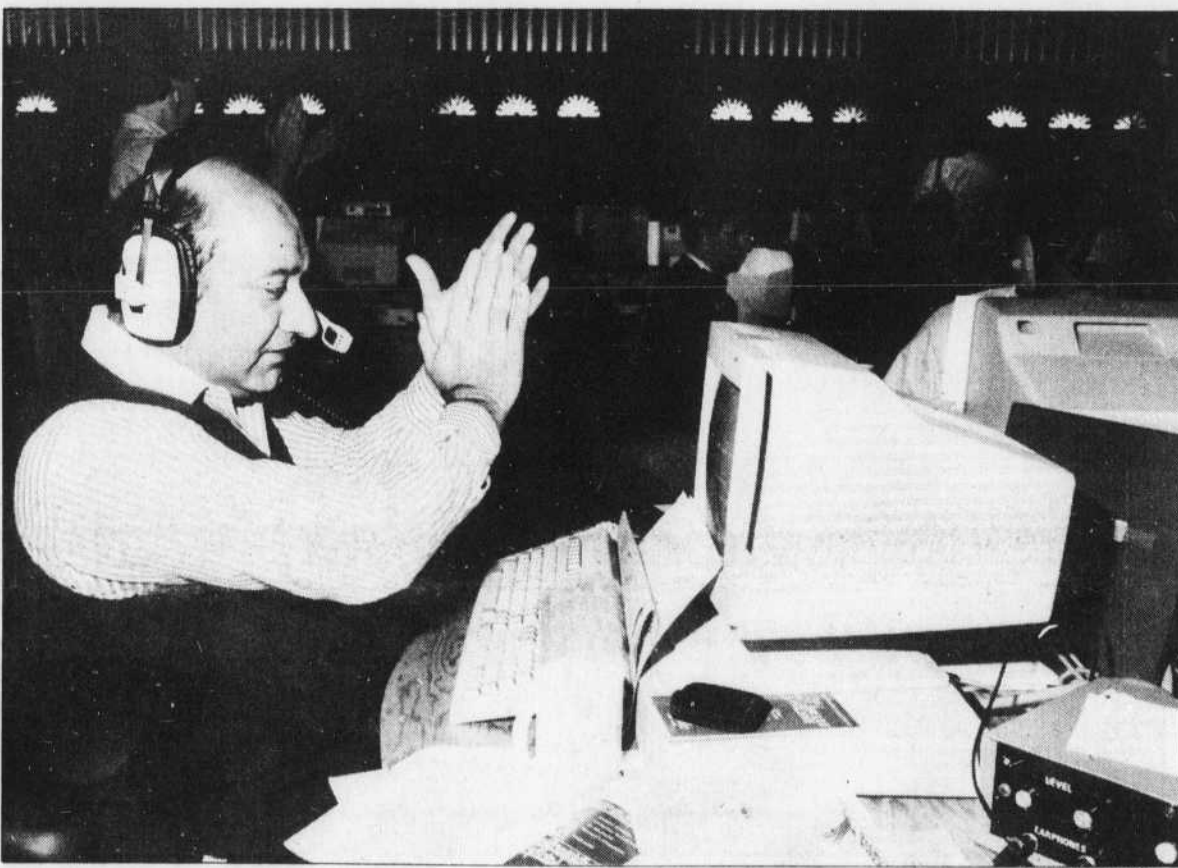


Photo Chantal Keyser

Le directeur administratif de l'OSM, M. Zarin Mehta, a été le véritable maestro du quatrième radiothon.

## L'OSM atteint son objectif

PIERRE CAYOUILLE

Le quatrième radiothon de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) qui a pris fin hier soir a atteint son objectif de \$ 200,000.

Organisé par le comité féminin de l'OSM, cet événement annuel a pour but d'amasser des fonds affectés aux dépenses courantes de l'orchestre.

Tout comme l'an dernier, le radiothon, baptisé « Symphonie », a donné lieu à de singulières transactions, dont

les produits iront à l'Orchestre.

Ainsi, Mme Arlette Dion de Montréal a donné \$ 10,00 pour goûter aux carrés aux dates de l'excellent cor anglais de l'OSM, Pierre Plante. Les autorités de la ville de Saint-Eustache ont, quant à elles, littéralement « acheté » l'orchestre pour un soir, moyennant \$ 27,000. L'Agence Telbec a donné \$ 5,000, en échange (sic) d'un reportage sur l'entreprise publié dans La Presse. Un amateur de musique a de son côté déboursé \$ 100 pour s'offrir trois

Voir page 8 : OSM

## Malgré la loi spéciale

# La FAS songe encore à des grèves illimitées

QUEBEC (PC) — La possibilité d'une grève générale illimitée est loin d'être exclue dans le secteur hospitalier en dépit des sanctions sévères contenues dans la loi spéciale adoptée, la semaine dernière, pour empêcher des débrayages illégaux.

Le président de la Fédération des affaires sociales (FAS) de la CSN, M. Yves Lessard, a effectivement évoqué cette hypothèse, hier soir, devant près de 700 délégués du conseil fédéral de la FAS.

Mais avant de lancer ses troupes à l'assaut du gouvernement et de la loi spéciale, le président de la FAS est prêt à entreprendre un sprint intensif de négociations de trois semaines au cours desquelles il n'y aura pas de moyens de pression.

Le débat sur la grève générale illimitée va débiter, aujourd'hui, avec la présentation du plan d'action d'ici

Noël. Les délégués seront fort probablement appelés à se prononcer sur la double stratégie d'un blitz de négociation et d'un possible débrayage illimité. Par la suite, si le plan est accepté, la recommandation de grève générale illimitée sera soumise aux 90,000 membres. Le conseil fédéral doit se réunir de nouveau, le 13 décembre, pour réévaluer la situation.

En ce qui concerne la loi spéciale, M. Lessard a laissé entendre qu'elle venait considérablement miner le pouvoir d'intervention des syndicats. « On devra vivre avec temporairement. Si on accepte de vivre avec en permanence, on va accepter que notre secteur soit marginalisé et que notre capacité de négociation soit moins forte », a-t-il commenté. Les syndicats se préparent à contester devant les tribunaux la validité de la loi 160.

## Le président de la Corée du Nord aurait été abattu

TOKYO (Reuter) — Le Japon a été informé de source chinoise de l'assassinat du président nord-coréen Kim Il-Sung et de la fuite de ses assassins, a déclaré, ce matin, un responsable gouvernemental japonais chargé des services de renseignements concernant la Corée du Nord. Il a affirmé qu'il avait été informé vendredi de sources chinoises que le président Kim Il-Sung avait été assassiné et que les auteurs du meurtre s'étaient enfuis en Chine où ils étaient placés sous la protection des Chinois.

Par ailleurs, à Pékin, un fonctionnaire de l'ambassade de Corée du Nord a démenti que le président Kim Il-Sung ait été assassiné et il a dit à

la presse que les informations diffusées par le gouvernement de Corée du Sud étaient des « mensonges dénués de tout fondement ».

Un peu plus tôt, le ministre sud-coréen de la Défense avait déclaré que, dimanche, des haut-parleurs nord-coréens le long de la zone démilitarisée avaient annoncé que le président Kim avait été abattu par balles.

Les haut-parleurs ne précisaient pas quand l'assassinat était intervenu et la radio et l'agence de presse nord-coréennes n'ont fait état d'aucune tentative d'assassinat dirigée contre le président Kim, avait ajouté le ministre.

## Le libre-échange - 1

# Deux gouvernements et une « quatrième option »

PANYOTIS SOLDATOS

On insiste fort souvent, et à juste titre, sur l'importance du virage continentaliste effectué par le gouvernement conservateur à l'occasion de son option de libre-échange général avec les États-Unis (il s'agit d'une option de libre-échange, même si l'on préfère, pour des raisons évidentes, parler d'« échange plus libre »). Ceci dit, on oublie, parfois, que l'amorce du virage est antérieure et que l'échec de l'initiative libérale de continentalisme sectoriel a pesé dans les choix conservateurs.

En effet, on se rappelle que, en 1983, le gouvernement libéral de l'époque lançait la nouvelle *Politique commerciale du Canada pour les années 80*; on y trouvait alors la volonté d'explorer les possibilités d'un libre-échange limité ou



Photo Jacques Grenier

sectoriel avec les États-Unis (version atténuée de la Deuxième Option, rejetée en 1972), tout en continuant à déployer des efforts de diversifi-

L'auteur de cette série est professeur titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal et codirecteur de projet (sur les relations canado-américaines) à l'Université Harvard.

cation vers diverses autres régions du monde. Or, pareille approche constituait une sérieuse réorientation de la politique étrangère suivie dans ce domaine tout au long des années 70 et jusqu'alors. Car, même si l'on se défendit, en 1983, de vouloir enterrer la politique de diversification de la Troisième Option, il n'en demeure pas moins que l'on introduisit une « hérésie », considérant que le libre-échange, en l'occurrence sectoriel, pourra être compatible avec le maintien d'une sérieuse politique de diversification.

L'hérésie est évidente si l'on se reporte à l'année 1972, où le document, présenté alors par Mitchell Sharp sur *Les relations canado-américaines : choix pour l'avenir*, optait pour la diversification justement pour endiguer l'option continentaliste, que celle-ci prenne la forme d'un libre-échange général ou d'un libre-échange sectoriel, le dernier pouvant conduire

à un continentalisme plus large. En 1972, dans une politique de continuité, on rejeta cette option libre-échangiste « parce qu'elle allait à l'encontre du désir du Canada de sauvegarder la plus grande indépendance possible, et non pas parce qu'elle n'était pas économiquement fondée par rapport au niveau de vie canadien et à la stabilité de notre économie » (M. Sharp); on pensait ainsi que le continentalisme et la diversification étaient des options incompatibles et que la seconde servait, justement, à endiguer la première.

Ceci dit, et pour avoir fait de l'option de diversification, dès 1968, et durant toute la décennie 70, la pierre angulaire de la politique extérieure canadienne (même si on la suivait souvent avec arythmies, et parfois avec tiédeur, au niveau du secteur public, et avec indifférence, et parfois hostilité, au niveau du secteur privé),

Voir page 8 : Libre-échange

**U**ne mer que rien ne pollue, un bateau, une plage; quoi d'autre pour être heureux? C'est le miracle d'un archipel qu'ignorent encore la plupart des gens et qui parfois, ne figure même pas sur les cartes du monde. Des kilomètres de plages inviolées et des récifs vierges dont vous serez peut-être les premiers à fouler. Ça existe encore!

## Iles Turks & Caicos

SÉJOUR POSSIBLE DE 3, 4, 7, 10, 11, 14 JOURS ET PLUS.

Départs 2 fois par semaine de Montréal, vol direct à partir du 21 décembre.

**RÉSERVEZ TÔT ET ÉCONOMISEZ!**

1 semaine à partir de **557\$** 2 semaines à partir de **842\$**

Incluant: avion, hôtel, transferts



Veillez consulter notre brochure chez votre agent de voyages.

Turks & Caicos Tours